

Dossier urbain : Un Grand Paris pour le Grand Capital

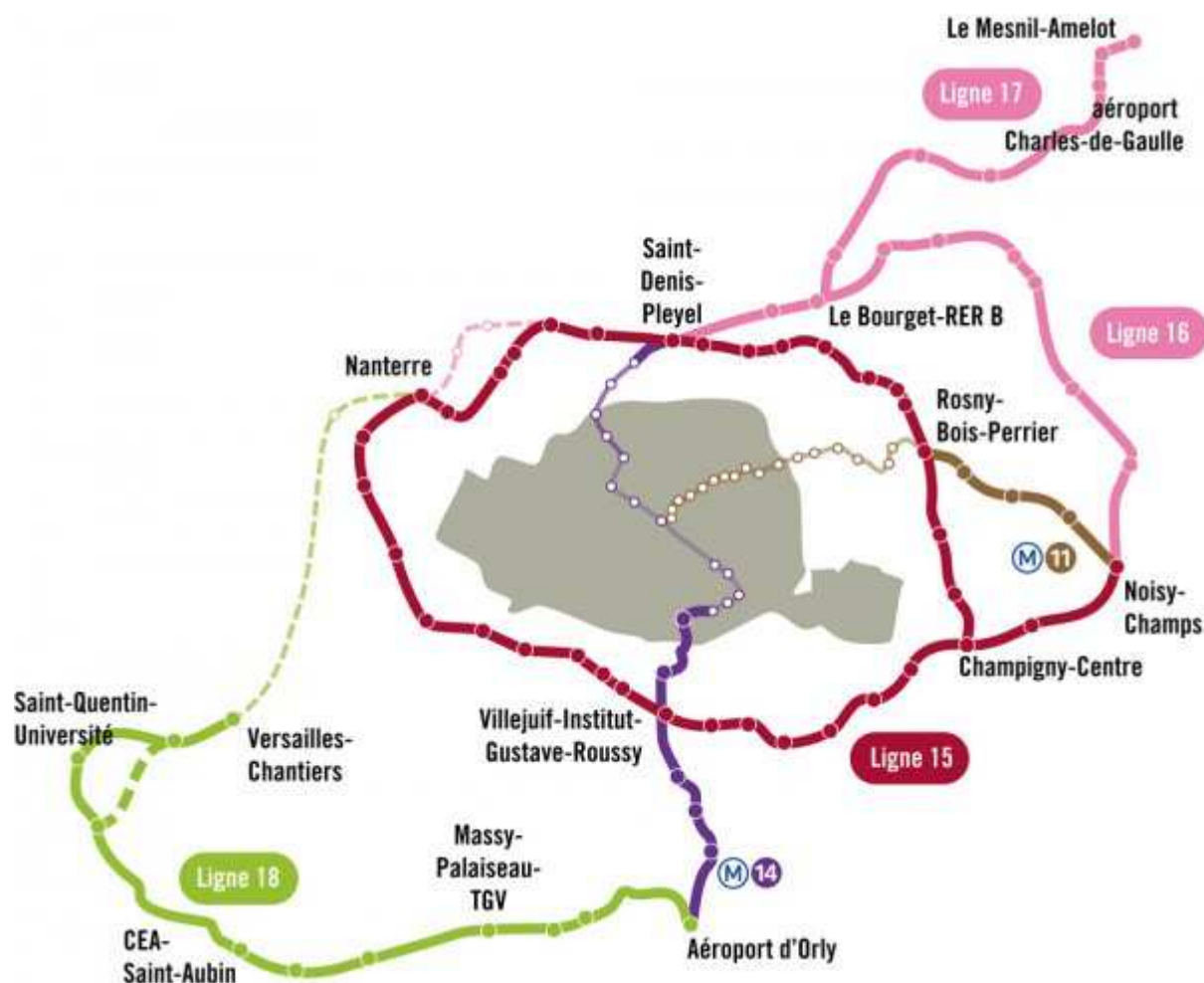
dimanche, 1er février 2015 / **Commission Journal (mensuel)** /

Comité d'édition du [mensuel Alternative libertaire](#).

C'est un mélange de « grand projet inutile » à une échelle pharaonique, et de plan de relégation des classes populaires. Le but du Grand Paris : rendre la métropole plus « concurrentielle » sur le marché mondial, sans rapport avec les besoins de la population. Explications.

Lancé sous la présidence Sarkozy, le projet du Grand Paris est censé transformer l'agglomération parisienne, à l'horizon 2030, en une métropole d'envergure mondiale, pour un coût estimé à au moins 26 milliards d'euros.

Ce réaménagement urbain pharaonique se structurera autour du Grand Paris Express (GPE), soit 200 km de nouvelles lignes de métro, et 72 nouvelles gares. Ce « supermétro » reliera entre eux 8 « pôles de compétitivité mondiale » : un quartier d'affaires à la Défense ; un « cluster » scientifique et technologique à Saclay ; le complexe touristique-aéroportuaire du Bourget ; celui de Roissy (qui annexe Gonesse et auquel se greffe Europa City) ; un pôle « culture et création » à l'ouest de la Seine-Saint-Denis ; à l'est, un pôle « développement durable » avec l'université Descartes ; une « vallée des biotech et de la santé » vers Villejuif ; le port d'Achères connecté au port du Havre. S'y ajouteront quelques 340 réaménagements urbains d'ampleur variable.



Parfois implantés en dépit des activités économiques réelles des territoires, de leur population et de leurs besoins, ces projets attireront en région parisienne toujours plus de travailleurs hautement qualifiés. Le but ? Rationaliser la concurrence dans l'Hexagone, pour mieux la mener à l'échelon européen. Autrement dit, faire du Grand Paris un champion dans la compétition mondiale entre métropoles. Le Grand Paris promet de surcroît 250 000 créations d'emplois d'ici 2030 et la construction de 70 000 logements par an, dont 30 % de logements sociaux. Tout cela sera-t-il au

bénéfice des Franciliennes et des Franciliens ?

Eh bien la réponse est... ça dépend desquels ! Car cet urbanisme est foncièrement inégalitaire, malgré ses effets d'annonce. Le supermétro dessert moins les zones d'habitation que les « pôles de compétitivité ». La grande couronne en est presque complètement exclue, alors qu'un tiers de ses actifs travaille chaque jour en proche banlieue, et que ce nombre augmentera avec le Grand Paris. Quant aux logements sociaux, ils répondront à des standards divers et ne seront donc pas nécessairement, loin s'en faut, accessibles aux classes populaires.

Dans les centres-villes de la proche banlieue, les classes moyennes employées à Paris ont déjà commencé à remplacer les catégories moins bien payées, repoussées vers la périphérie. D'une manière générale, le Grand Paris élargira la fracture entre emplois hautement qualifiés et sous-emplois précarisés, et accélèrera l'exclusion sociale et géographique.

Un projet de substitution de population

Le programme de logement est, de ce point de vue, très parlant. Même avec des ambitions irréalistes (70 000 constructions annoncés par an, c'est plus du double du rythme actuel), il ne pourra répondre à la demande des ménages les plus modestes pour du logement PLAI ou « très social ». Il y a déjà près de 400 000 demandeurs de logement social en Île-de-France, chiffre qui ne pourra qu'enfler, avec l'augmentation prévue de 900 000 habitants d'ici 2030. Les Franciliennes et les Franciliens savent bien que, pour l'instant, le Grand Paris n'est qu'un prétexte pour détruire de l'habitat et expulser des familles. C'est le cas, entre autres, à Ivry, où le grand projet Ivry-Confluence doit entraîner 450 expulsions. Ce sont les classes populaires qui en font les frais. Ainsi le Grand Paris n'est pas qu'inégalitaire. Différents sociologues critiques vont jusqu'à affirmer qu'il cache un projet de substitution de population.

Liquidation des dernières terres arables

Il est également marqué par le gaspillage et les destructions : la métropole, en se densifiant et en s'étalant, va urbaniser les dernières terres arables d'Île-de-France, les plus fertiles d'Europe. Outre les destructions d'emplois (ici agricole, ailleurs industriel ou commercial) et de logement, des espaces de vie sont appelés à disparaître sous les noeuds routiers et les centres commerciaux. Une fuite en avant dans la gabegie, alors que la région compte déjà 3 millions de mètres carrés de bureaux vides...

Mais comme il faut « vendre » les projets (à l'électorat, aux élus, aux entreprises), on les justifie par tous les moyens. On gonfle systématiquement les promesses d'emploi – de simples déplacements d'emplois sont ainsi qualifiés de « créations » –, pour atteindre ce chiffre rond de 250 000 qui, à son tour, « garantit » la rentabilité du supermétro. Quand ils ne mentent pas en connaissance de cause, les aménageurs s'autopersuadent, à coup d'arguments idéologiques : les transports induiraient automatiquement le dynamisme économique, la concentration de l'emploi rationaliserait les flux, les entreprises et les emplois s'implantant mécaniquement là où on propose des bureaux... Des postulats régulièrement démentis par la réalité.

On peut passer assez vite sur le déni complet de démocratie qui a entouré (et continue d'entourer) la gestation du Grand Paris. C'est devenu tellement habituel qu'on finirait par se répéter. Plus que tout autre métropole, celle-ci aura été imposée aux élus locaux au nom de l'« intérêt national ». Leur adhésion n'aura toutefois pas été difficile à obtenir, avec les fausses promesses et exagérations citées, et surtout grâce à la participation aux financements de leurs projets territoriaux, pour lesquels l'Etat va mettre la main à la poche. La corruption s'institutionnalise à travers les financements croisés et les subventions. Rien de bien nouveau sous le soleil politicien. En résumé : le projet du Grand Paris accentuera la centralisation et aggravera les inégalités entre territoires. Déplacées par la gentrification, éloignées des bassins d'emploi, les classes populaires seront les grandes perdantes de ce bouleversement. A moins que les divers foyers de contestation existants ou à naître ne se rassemblent. La dynamique de lutte qui se développe contre les grands projets inutiles peut chambouler le programme.

Fanny Meyer (AL Saint-Denis)
